

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 12/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA**

5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord  
81300 GRAULHET

Références : 81- CRARC-2023-103

Code AIOT : 0006804253

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 sur le site exploité par Société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA, implanté 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord - 81300 GRAULHET. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA
- 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord 81300 GRAULHET
- Code AIOT dans GUN : 6804253
- Régime : Autorisation

Ce site comprend une installation de tannerie et mégisserie.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de la situation administrative
- prévention de la pollution de l'eau
- risque incendie
- produits chimiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rejets aqueux	Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Mesures organisationnelles et techniques	Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Installation électrique	Arrêté préfectoral d'Autorisation du 14/04/1994, article 7.3.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 1	Sans objet
4	Diagnostic des sols	Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 5	Sans objet
6	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les faits non conformes relevés dans le tableau ci-dessus nous conduisent à proposer à Monsieur le préfet de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, sous un délai de 6 mois et de l'article 4 sous un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral dont le projet est annexé au présent rapport.

Pour le points Installation électrique, l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous trois mois, les justificatifs permettant de lever les observations.

### 2-4) Fiches de constats

## N°1 : Nomenclature ICPE

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 1

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1994 fixant le classement des activités exploitées par la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA, dont le siège social est situé au 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord à GRAULHET (81300) est remplacé par le tableau suivant :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
2350-b	Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3630. La capacité de production étant : <b>b)</b> Supérieure à 100 kg /j, mais inférieure ou égale à 5t/j	2,5 t/j	DC
2351-2	Teinture et pigmentation de peaux. La capacité de production étant : <b>2.</b> supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 1 t/j.	600 kg/j	DC
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t.	200 t	D
2360-1	Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux. La puissance maximum de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : <b>1.</b> supérieure à 200 kW.	310 kW	A
2940-2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <b>2.</b> Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : <b>a)</b> supérieure à 100 kg/j.	350 kg	E

Régime : A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration soumise à Contrôle périodique), D (Déclaration).

**Constats :** Il n'y a pas de modifications du tableau de classement de la nomenclature ICPE pour les activités de cette installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N°2 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 3

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions fixées au 3-7 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 avril 1994 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, les eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :

- $5,5 < \text{pH} < 8,5$  (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- Température  $< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$  ;
- Matières en suspension (MES)  $< 600\text{ mg/l}$  ;
- DCO  $< 2\,000\text{ mg/l}$  ;
- $\text{DBO}_5 < 800\text{ mg/l}$  ;
- Chrome  $< 9\text{ mg/l}$  et  $< 0,73\text{ kg/j}$ .

Ces valeurs limites sont applicables si et seulement si les valeurs maximales précitées du flux (MEST, DBO5, DCO) sont dépassées ou lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

**Constats :** Ces valeurs limites ne sont pas respectées globalement sur l'année 2022 et le premier semestre 2023 pour l'ensemble des substances.

Pour cette période, les flux moyens en MEST, DBO5 et DCO sont supérieurs aux valeurs limites de ces flux et les valeurs limites en concentration moyennes annuelles ne sont pas respectées.

	Flux moyens (en kg/j)	Flux limites (en kg/j)
MEST	25,56	15
DBO5	84,86	15
DCO	213,83	45

	Concentrations moyennes (en mg/l)	Concentrations limites (en mg/l)
MEST	625,32	600
DBO5	1947,33	800
DCO	4806,78	2000

De plus la valeur moyenne de pH calculée sur cette période, 4,06 ne respecte pas la valeur limite de pH ( $5,5 < \text{pH} < 8,5$ )

Pour le chrome, il a été relevé 16 dépassements sur cette période.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces valeurs limites dans un délai maximal de 6 mois .

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 6 mois

### N°3 : Mesures organisationnelles et techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 4
<b>Prescription contrôlée :</b> <b><u>Dans un délai n'excédant pas 2 ans</u></b> à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA met en place les mesures et dispositions organisationnelles et techniques permettant de respecter les valeurs limites du rejet mentionnées à l'article 3 précité. Ces mesures concernent : <ul style="list-style-type: none"><li>• Amélioration des installations de prétraitement (mise en place d'une automatisation de l'ajout de soude à l'aide d'une pompe doseuse asservie à un pH-mètre pour une meilleure optimisation de la précipitation en chrome) ;</li><li>• séparation des bains chargés en chrome et mise en place d'une cuve de stockage permettant de conserver les effluents très concentrés en chromes et de les envoyer sur l'unité de déchromatation de la station communale de traitement des eaux usées de Graulhet ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Ces mesures ont été mises en place à l'exception du pH mètre et de la sonde asservie pour lesquels l'exploitant préfère continuer ses mesures et son traitement manuellement Or les résultats pour le chrome sont insuffisants (cf point 2). Prochainement, une sonde de niveau et un agitateur pour l'homogénéisation des effluents seront mis en place dans une cuve tampon (qui reçoit l'effluent à traiter) ainsi qu'une sonde de niveau et une vanne pneumatique (pour éviter le surnagement) dans la cuve de précipitation. La pompe diffusant les effluents dans le collecteur sera automatisée. Ces travaux sont prévus mi-octobre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N°4 : Diagnostic des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2020, article 5
<b>Prescription contrôlée :</b> <b><u>Dans un délai n'excédant pas 2 ans</u></b> à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA réalise un diagnostic de sol afin de rechercher la présence des substances mises en œuvre actuellement ou par le passé. Pour cela, il pourra s'appuyer sur la méthodologie nationale définie dans la note du 19 avril 2017.  Les résultats de cette étude devront être transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de sa réalisation et de la consolidation de son rapport.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un diagnostic des sols en avril 2012, par un bureau d'études agréé, qui a été transmis à l'inspection. Ce rapport conclut que le site ne présente pas de pollution majeure pour un usage industriel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°5 : Intallation électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 14/04/1994, article 7-3-2
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déféctuosité relevée.
<b>Constats :</b> Un contrôle annuel est effectué par l'organisme agréé APAVE qui mentionne les observations relevées dans son rapport de contrôle. Un prochain contrôle est prévu le lendemain de cette inspection. Dans le rapport concernant l'intervention du 11 octobre 2022, 6 observations sont relevées. L'inspecteur rappelle qu'il doit être remédié à toute déféctuosité relevée dans les délais les plus brefs. Pour cela, l'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre des justificatifs de correction de ces 6 observations et éventuellement celles du prochain contrôle dans un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N°6 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code de travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de l'ensemble des fiches de sécurité, tenus à jour de ses produits chimiques. Deux produits régulièrement utilisés sont vérifiés par l'inspecteur : le 11450 acido formico (acide formique à 85%) et le Renektan Zyc (résine de traitement des cuirs et des peaux). Pour ces deux produits, le contenu des deux fiches de sécurité sont respectées et l'inspecteur note la présence et la lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet